

Chargé d'affaires publiques ou de lobbying

RNCP37271 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	128, 320n, 340m
Formacode(s)	46314, 46355, 32136
Code(s) ROME	E1103, K1404, E1106
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	25/01/2023
Date d'échéance	25/01/2024

Certificateur(s)

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS · SIRET : 78428073700015

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Les chargés des affaires publiques (nationales ou européennes) ou du lobbying ont pour mission d'assurer la représentation d'intérêts et la communication auprès des décideurs publics ou privés dans le respect d'une stricte déontologie. Ils sont spécialistes du dialogue public/privé, allant des institutions ou des administrations publiques ou des acteurs économiques privés ou des organisations de la société civile.

Ils sont amenés à informer et sensibiliser le grand public aux questions traitées par les dossiers d'actualité. Il s'agit de déceler ou d'anticiper les opportunités (concurrentielles, juridiques, sociales...) qu'offrent les politiques nationales ou européennes, y compris dans le contexte international, en vue de développer des actions en faveur de sa structure, puis de mener à bien ces actions et d'en rendre compte, y compris le cas échéant, publiquement.

ACTIVITÉS VISÉES

Construction et mise à jour de systèmes d'information décisionnel (collecte et stockage d'informations stratégiques)

Organisation et classification des informations stratégiques nécessaires à une action d'influence stratégique

Analyse et interprétation des données accumulées au sein des systèmes d'informations

Construction d'une stratégie d'intervention, de communication et d'influence, préalable à toute action

Négociation sur la base du système d'informations

Pilotage de stratégies d'intervention, de communication et/ou d'influence

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Organiser un système d'information sur l'environnement décisionnel en identifiant les institutions nationales et européennes ainsi que leurs décideurs en vue d'établir une cartographie institutionnelle et des procédures décisionnelles

Analyser de manière réflexive et distanciée des procédures de décision internes aux institutions clés, en tenant compte de leurs règlements intérieurs et de l'évolution des relations entre les acteurs afin de proposer les fondements d'une stratégie d'influence de la décision

Repérer les projets de décision, le plus en amont possible, avant qu'ils ne soient publics en organisant un réseau d'information dédié afin d'être en capacité d'influencer une décision finale

Analyser l'environnement politique, administratif et technique d'un processus de décision en identifiant le jeu des différents acteurs et parties prenantes concernés, y compris en veillant à intégrer les personnes en situation de handicap, par la décision afin de rédiger des notes d'analyse circonstanciées

Décrypter une situation complexe liée à une évolution politico-administrative en tenant compte de contextes extérieurs

et liés à la structure afin de réaliser un diagnostic des contraintes pesant sur la procédure décisionnelle

Inventorier les codes en vigueur dans les milieux institutionnels et politiques concernés afin d'évaluer l'opportunité, l'efficacité et la performance d'une stratégie d'influence en proposant aux acteurs une analyse dans les domaines concernés par la décision

Analyser le jeu des autres acteurs et en particulier leurs intérêts pour identifier les convergences et les communautés d'intérêts mobilisables dans le cadre d'une stratégie d'influence en développant des outils innovants

Identifier les enjeux économiques afin d'évaluer les coûts et les externalités de la stratégie menée et intégrer une analyse politique, tenant compte des facteurs humains en ciblant les outils pertinents pour mener une stratégie d'influence

Concevoir des stratégies d'intervention, de communication et/ou d'influence afin de transformer une problématique publique en projet d'action et d'influence en incluant les intérêts défendus, notamment par la prise en compte du handicap.

Rechercher des financements en identifiant les sources dans la perspective de présentation d'un dossier de demande d'aides à un projet, mobilisant les compétences pluridisciplinaires acquises

Mener une négociation en français ou en anglais afin de convaincre les multiples parties prenantes de la pertinence de la solution proposée grâce à des systèmes d'informations calibrés sur chaque négociation

Conduire des concertations en vue de l'élaboration d'une position commune, fédérant les intérêts en présence en mobilisant des solutions innovantes

Mettre en application auprès des décideurs concernés une stratégie d'intervention, de communication et/ou d'influence afin d'obtenir une décision favorable aux intérêts défendus en élaborant une posture réflexive et distanciée en fonction des évolutions de l'environnement

Appliquer une démarche éthique dans tout le processus en garantissant des capacités d'auto-évaluation et de démarche qualité en vue de respecter les responsabilités, voire les labels, associés au domaine d'intervention

Blocs de compétences

RNCP37271BC01 — Développer un système d'information décisionnel pour élaborer des stratégies d'intervention, de communication et d'influence

LISTE DE COMPÉTENCES

Organiser un système d'information sur l'environnement décisionnel en identifiant les institutions nationales et européennes ainsi que leurs décideurs en vue d'établir une cartographie institutionnelle et des procédures décisionnelles.

Analyser de manière réflexive et distanciée des procédures de décision internes aux institutions clés, en tenant compte de leurs règlements intérieurs et de l'évolution des relations entre les acteurs afin de proposer les fondements d'une stratégie d'influence de la décision.

Repérer les projets de décision, le plus en amont possible, avant qu'ils ne soient publics en organisant un réseau d'information dédié afin d'être en capacité d'influencer une décision finale.

Analyser l'environnement politique, administratif et technique d'un processus de décision en identifiant le jeu des différents acteurs et parties prenantes concernés, y compris en veillant à intégrer les personnes en situation de handicap, par la décision afin de rédiger des notes d'analyse circonstanciées

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas visant la proposition d'une architecture d'un système d'information d'appui à une décision stratégique au sein d'une organisation ayant des caractéristiques spécifiques pouvant influencer le processus décisionnel. L'étude porte sur un cas réel afin d'apprécier l'architecture proposée

Rédaction d'une note d'appui conseil à la préparation d'une stratégie d'influence à partir d'un dossier de documents à analyser de toute nature (papier et numérique): doctrine, jurisprudence, statistiques, presse, rapports, etc. Cette note est destinée à des décideurs et revêt des enjeux internes et externes importants. La note d'appui porte sur un cas réel pour apprécier la pertinence de la note rédigée

RNCP37271BC02 — Etablir un diagnostic et formaliser des propositions préalables à toute action d'intervention, de communication et/ou d'influence

LISTE DE COMPÉTENCES

Décrypter une situation complexe liée à une évolution politico-administrative en tenant compte de contextes extérieurs et liés à la structure afin de réaliser un diagnostic des contraintes pesant sur la procédure décisionnelle

Inventorier les codes en vigueur dans les milieux institutionnels et politiques concernés afin d'évaluer l'opportunité, l'efficacité et la performance d'une stratégie d'influence en proposant aux acteurs une analyse dans les domaines concernés par la décision

Analyser le jeu des autres acteurs et en particulier leurs intérêts pour identifier les convergences et les communautés d'intérêts mobilisables dans le cadre d'une stratégie d'influence en développant des outils innovants.

Identifier les enjeux économiques afin d'évaluer les coûts et les externalités de la stratégie menée et intégrer une analyse politique, tenant compte des facteurs humains en ciblant les outils pertinents pour mener une stratégie d'influence.

Concevoir des stratégies d'intervention, de communication et/ou d'influence afin de transformer une problématique publique en projet d'action et d'influence en incluant les intérêts défendus, notamment par la prise en compte du handicap.

Rechercher des financements en identifiant les sources dans la perspective de présentation d'un dossier de demande d'aides à un projet, mobilisant les compétences pluridisciplinaires acquises.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas qui vise à défendre le point de vue d'une organisation existante en présentant sa stratégie de lobbying. Un argumentaire est rédigé sous forme de note d'appui conseil interne ou externe. Une restitution orale des préconisations est organisée

Etude de cas sur la proposition écrite d'une conception d'une stratégie d'influence d'une organisation impliquant la recherche d'un financement régional, national et/ou européen. Les cas proposés s'appuient sur des cas réels.

RNCP37271BC03 — Mettre en œuvre et évaluer des stratégies d'intervention, de communication et d'influence

LISTE DE COMPÉTENCES

Mener une négociation en français ou en anglais afin de convaincre les multiples parties prenantes de la pertinence de la solution proposée grâce à des systèmes d'informations calibrés sur chaque négociation.

Conduire des concertations en vue de l'élaboration d'une position commune, fédérant les intérêts en présence en mobilisant des solutions innovantes.

Mettre en application auprès des décideurs concernés une stratégie d'intervention, de communication et/ou d'influence afin d'obtenir une décision favorable aux intérêts défendus en élaborant une posture réflexive et distanciée en fonction des évolutions de l'environnement

Appliquer une démarche éthique dans tout le processus en garantissant des capacités d'auto-évaluation et de démarche qualité en vue de respecter les responsabilités, voire les labels, associés au domaine d'intervention.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Jeux de rôle de négociation (1 en français et 1 en anglais) dont les objectifs sont d'obtenir un accord par le biais d'entretiens et d'échanges de vue entre des parties prenantes. Les jeux de rôles s'appuient sur des cas réels afin d'apprécier les stratégies proposées dans le cadre des jeux de rôles

Jeu de simulation d'une gestion de crise dans une entreprise de plus de 250 salariés. L'exercice est réalisé en temps réel. Le scénario comporte des aléas. Le scénario met à l'épreuve les membres d'un comité de direction avec des enjeux internes et externes à fort impact dans un contexte complexe et incertain

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le métier de chargé des affaires publiques (nationales ou européennes) ou du lobbying concerne aussi bien le secteur public que tous les secteurs privés de l'économie française, de l'industrie aux services puisqu'ils sont soit couverts de manière directe par les compétences et activités de l'Union européenne, soit partagées ou connexes à l'UE (culture, défense, fiscalité, commerce hors UE...).

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Chargé d'affaires publiques et institutionnelles

Consultante/Conseiller en affaires publiques

Consultant en communication d'influence

Collaborateur/Assistant Parlementaire/ Cabinet Ministériel / élu

Secrétariat d'élu

Conseiller affaires publiques et relations institutionnelles

Responsable ou Chargé de communication Parlementaire
 Analyste en stratégie d'affaires publiques
 Rapporteur
 Chargée d'études politiques publiques
 Responsable R&D
 Juriste affaires publiques
 Chef de cabinet, Cheffe du bureau d'ordre, Chef(fe) de département
 Directeur général, secrétaire général, Délégué Général
 Journaliste politique

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Chaque institution a mis au point un cadre qui lui est propre régissant les relations entre ses membres et les représentants de groupes d'intérêt.?? Il vise à assurer la transparence de ces relations et l'enregistrement des acteurs.??

Par exemple :??Règlement intérieur du Parlement européen (art. 11)?- Règles imposées aux fonctionnaires de la Commission européenne, révisées en janvier 2014?;- Règlement intérieur de l'Assemblée nationale française (amendements de juin 2009)?- Registre de transparence commun au Parlement, au Conseil et à la Commission européens, amendé en avril 2021 afin de renforcer les règles du registre de transparence (rendre obligatoire de facto le registre et englober les activités de lobbying indirectes)?- Réglementation juridique des activités de lobbying dans le contexte de la prise de décision publique – Recommandation CM/Rec(2017)2 adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (22 mars 2017).?

? Depuis 2017, en application des décrets adoptés sur le fondement de la loi dite «?Sapin II?» (loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016), les représentants d'intérêt issus du monde économique et du secteur privé au sens large doivent s'inscrire sur un registre de transparence et se soumettre au respect de règles exigeantes de déontologie et de déclaration de leurs activités auprès de la HATVP. Les ressources de cette autorité de régulation ne sont malheureusement pas suffisantes pour permettre un contrôle étendu et rigoureux. Irrémédiablement, l'encadrement réglementaire est appelé à évoluer puisque la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique prévoit la possibilité pour le pouvoir réglementaire d'élaborer par décret un code de déontologie des représentants d'intérêts (article 25).?

? De plus, des organismes professionnels ont adopté, principalement dans le conseil, des règles de déontologie :? à Bruxelles la SEAP (Society of European Affairs Professionals) et l'EPACA (European Public Affairs Consultancies' Association)? en France, l'AFCL (Association française des Conseils en Lobbying et affaires publiques) et l'APAP (Association des professionnels des affaires publiques).?

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Très faible (1/5)
Facteurs principaux	Non-durabilité de l'emploi, Non-attractivité salariale
Salaire médian (mensuel)	2 508 €
Familles professionnelles (FAP)	U0X80 — Assistants de la communication · tension 1/5 (Très faible) U0X90 — Cadres de la communication · tension 1/5 (Très faible) U0X92 — Journalistes et cadres de l'édition · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	6 343
Jugés difficiles à recruter	22 %
Emplois saisonniers	19 %
Familles professionnelles (FAP)	U0X80 — Assistants de la communication U0X90 — Cadres de la communication U0X92 — Journalistes et cadres de l'édition

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Les candidats à la certification doivent justifier d'un diplôme ou d'un titre de niveau 6, d'une équivalence qui s'obtient via une validation des acquis personnels et professionnels (VAPP) ou de 1 année d'expériences significatives dans le domaine de la certification pour la VAE .

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, VAE

Le jury est composé de deux professionnels externes à l'organisme

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 696 €
Selon la branche	7 000 € – 8 736 €

Prise en charge	Branches concernées
8 696 €	Valeur par défaut · 205 branches
8 736 €	CPNE FP Branche des magasins du Bricolage, CPNE des Télécoms, CPNEFP Professions de la Photographie, CPNEFP de la branche des entreprises du bureau et du numérique (commerces et services)
8 600 €	CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet
8 569 €	CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date de décision	25/01/2023
Durée de l'enregistrement	1 an
Date d'échéance de l'enregistrement	25/01/2024
Date de dernière délivrance possible	25/01/2028

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2021	22	0	83 %	—
2020	17	0	52 %	56 %
2019	18	0	78 %	89 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP17283

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.icp.fr/formations/diplomes/masters/master-affaires-publiques-nationales-et-europeennes>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/37271/>